LE MONDE DU TRAVAIL AUJOURD'HUI, C'EST DÉJA LA PRÉCARITÉ !

Malgré le discours du patronat relayé par le gouvernement, la réalité du monde du travail est cruelle, quelques chiffres donnent le vertige:
– 84% des embauches sont en CDD.
– 6 millions de chômeurs (catégories A, B et C confondues) sur 24 millions de travailleurs (salariés et fonctionnaires)
– 2 morts par jour au travail en France.

UNE LOI SUR MESURE POUR LE PATRONAT !

La Loi El Khomri, c'est le cauchemar capitaliste légalisé : nous diviser, pour nous faire travailler plus, nous payer moins, et nous maintenir corvéables à vie. C'est une réforme en faveur des patrons et des actionnaires, la précarité généralisée, des dizaines de mesures qui dégradent nos conditions de travail, de rémunération, d'emploi, nos conditions de vie.

Ce sont les accords d'entreprise qui vont primer :

Aujourd'hui c'est le texte (loi, convention collective, accord d'entreprise et contrat de travail) le plus favorable qui s'applique aux travailleurs. Avec cette loi ce « principe de faveur » disparait :
– c'est l'accord d'entreprise même défavorable qui primera.
– la loi ou les conventions collectives ne s'appliqueront qu'en l'absence d'accord d'entreprise.

C'est chaque entreprise qui fera sa loi :

Aujourd'hui le chômage massif fait que le rapport de force au sein des entreprises est défavorable aux travailleurs.
Avec cette loi, les patrons pourront faire signer n'importe quel accord même à des syndicats minoritaires, à condition que la majorité des salariés (soumis au chantage permanent à l'emploi) acceptent par référendum.
Les patrons sous prétexte de concurrence, pourront nous imposer toutes leurs conditions. La conséquence de cette logique est d'instaurer la concurrence généralisée, des entreprises entre elles, et au sein de chaque entreprise, entre les salariés eux-mêmes.

Sous prétexte de lutte contre le chômage, et comme tous les gouvernements l’ayant précédé depuis plus de quarante ans, ce gouvernement met tout en oeuvre pour protéger le système capitaliste.
Il profite de chaque occasion pour s’attaquer aux droits que nous, ou les générations précédentes, avons obtenus à force de luttes.

Cette loi s’attaque à tous ceux qui n’ont que leur travail pour vivre, laisser passer cette loi c’est leur donner la permission de nous exploiter sans limite pour satisfaire aux lois de leurs marchés !